

Poly se souvient presse Québec d'agir

► Le groupe de l'École polytechnique veut empêcher que les données du registre des armes d'épaule soient détruites

ARMES. Le groupe de l'École polytechnique en faveur du contrôle des armes à feu presse le gouvernement du Québec d'entreprendre dès maintenant un recours juridique pour empêcher le gouvernement fédéral de détruire le registre des armes et les données qu'il contient.

Le groupe Poly se souvient a fait parvenir une lettre à cet effet au premier ministre du Québec, Jean Charest, ainsi qu'à ses ministres de la Justice, de la Sécurité publique et des Affaires intergouvernementales canadiennes, Jean-Marc Fournier, Robert Dutil et Yvon Vallières.

Le groupe des étudiants et diplômés de l'École polytechnique affirme dans sa lettre qu'un recours juridique «immédiat» intenté par le gouvernement du Québec est «la meilleure avenue disponible» pour sauver le registre, ou au moins les données qu'il contient.



► Le groupe Poly se souvient presse le gouvernement Charest d'entreprendre un recours juridique afin d'empêcher le gouvernement fédéral de détruire le registre des armes.

«Le gouvernement du Québec est la seule entité qui a les ressources nécessaires pour déposer une contestation basée sur la charte ou une demande d'injonction.»

HEIDI RATHJEN, PORTE-PAROLE DE POLYSESOUVIENT

En entrevue hier, la porte-parole de Poly se souvient, Heidi Rathjen, a soutenu que seul le gouvernement du Québec avait les moyens de pousser la contestation plus loin.

«Une action légale est la seule avenue et, en ce moment, le gouvernement du Québec est la seule entité qui a les

ressources nécessaires pour déposer une contestation basée sur la charte ou une demande d'injonction», a-t-elle fait valoir.

Le registre des armes à feu permet de sauver des vies, argue M^{me} Rathjen, et le Québec est prêt à instaurer son propre registre s'il peut obtenir les données du registre fédéral émanant du Québec.

«Si le Québec présente de bons arguments et montre que le registre sauve des vies, je crois que c'est très possible» d'obtenir gain de cause devant le tribunal, affirme la militante.

Poly se souvient souligne que le projet de loi fédéral vise non seulement l'abolition du registre central des armes

d'épaule, mais aussi l'élimination de l'obligation faite aux marchands d'armes de tenir un registre de leurs transactions.

Le groupe rappelle que c'est le registre d'un marchand d'armes qui a permis aux policiers d'identifier le tueur de l'École polytechnique. **LA PRESSE CANADIENNE**

Le NPD sévira

OTTAWA. Les deux députés néo-démocrates qui ont voté avec les conservateurs mardi pour autoriser la destruction du registre des armes d'épaule savaient qu'ils seraient punis par leur chef pour leur geste.

En deuxième lecture du projet de loi controversé abolissant le regis-

tre, les Ontariens John Rafferty et Bruce Hyer ont choisi de voter avec le gouvernement, à l'encontre de la position officielle de leur parti.

Le porte-parole néo-démocrate en matière de Justice, Jack Harris, a spécifié qu'en effet, des sanctions avaient été imposées aux deux députés, sans indiquer quelles avaient été les mesures punitives choisies par la chef intérimaire Nycole Turmel. **PC**

Registre des armes: «Polysesouvient» fait pression sur Québec

Publié le 02 novembre 2011 à 10h20 | Mis à jour le 02 novembre 2011 à 13h50

Registre des armes: «Polysesouvient» fait pression sur Québec



Le groupe des étudiants et diplômés de l'École polytechnique affirme dans sa lettre qu'un recours juridique «immédiat» intenté par le gouvernement du Québec est «la meilleure avenue disponible» pour sauver le registre, sinon les données qu'il contient.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Lia Lévesque
La Presse Canadienne
Montréal

Le groupe de l'École polytechnique en faveur du contrôle des armes à feu presse le gouvernement du Québec d'entreprendre dès maintenant un recours juridique pour empêcher le gouvernement fédéral de détruire le registre des armes et les données qu'il contient.

Le groupe Polysesouvient a fait parvenir une lettre à cet effet au premier ministre du Québec, Jean Charest, ainsi qu'à ses ministres de la Justice, de la Sécurité publique et des Affaires intergouvernementales canadiennes, Jean-Marc Fournier, Robert Dutil et Yvon Vallières.

Le groupe des étudiants et diplômés de l'École polytechnique affirme dans sa lettre qu'un recours juridique «immédiat» intenté par le gouvernement du Québec est «la meilleure avenue disponible» pour sauver le registre, sinon les données qu'il contient.

«Il est donc urgent pour le Québec d'entamer immédiatement des procédures juridiques en ce sens», écrit Polysesouvient dans la lettre.

En entrevue mercredi, la porte-parole de Polysesouvient, Heidi Rathjen, a dit estimer que seul le gouvernement du Québec avait les moyens de pousser la contestation plus loin et de le faire dès maintenant. «Une action légale est la seule avenue et, en ce moment, c'est le gouvernement du Québec qui est la seule entité qui est capable et qui a les ressources pour déposer une contestation basée sur la charte ou une demande d'injonction», a-t-elle fait valoir.

Elle trace un parallèle avec un récent jugement de la Cour suprême du Canada qui a été obtenu pour empêcher la fermeture du site d'injection supervisée Insite, en Colombie-Britannique, après que l'argumentation des défenseurs ait justement été fondée sur le fait que ce site permettait de sauver des vies.

Le registre des armes à feu permet aussi de sauver des vies, argue Mme Rathjen, et le Québec est prêt à instaurer son propre registre s'il peut obtenir les données du registre fédéral émanant du Québec. «Si le Québec fait un bon argumentaire et montre que le registre sauve des vies et qu'il y a matière à contester la décision du gouvernement fédéral, je crois que c'est très possible» d'obtenir gain de cause devant le tribunal, affirme la militante pour le contrôle des armes à feu.

Les pressions politiques de Québec sur Ottawa sont «excellentes» et utiles, mais insuffisantes, croit-elle. Il faut utiliser la carte juridique, et ce, dès maintenant, insiste-t-elle.

Mme Rathjen déplore le fait que le gouvernement fédéral de Stephen Harper agit par motivation idéologique et presse le pas, de son côté, pour empêcher un examen détaillé des répercussions de l'abolition du registre sur la sécurité du public québécois et canadien.

Polysesouvient souligne que le projet de loi fédéral vise non seulement l'abolition du registre central des armes d'épaule et des données qu'il contient, mais aussi l'élimination de l'obligation faite aux marchands d'armes de tenir un registre de leurs transactions. Or, cette obligation des marchands existait avant même la création du registre.

Le groupe rappelle que c'est justement le registre d'un marchand d'armes qui a permis aux policiers d'identifier le tueur de l'École polytechnique.

Criminalité - Registre des armes d'épaule : Québec pressé de saisir les tribunaux

 Radio-Canada.ca Par Radio-Canada | Radio Canada – mer. 2 nov. 2011



Le groupe de l'École polytechnique en faveur du contrôle des armes à feu presse le ...

Le groupe de l'École polytechnique en faveur du contrôle des armes à feu presse le gouvernement du Québec d'entreprendre dès maintenant un recours judiciaire pour empêcher le gouvernement fédéral de détruire le registre des armes et les données qu'il contient.

Le groupe Polysesouvient a fait parvenir une lettre à cet effet au premier ministre du Québec, Jean Charest, ainsi qu'à ses ministres de la Justice, de la Sécurité publique et des Affaires intergouvernementales canadiennes, Jean-Marc Fournier, Robert Dutil et Yvon Vallières.

Le groupe des étudiants et diplômés de l'École polytechnique affirme dans sa lettre qu'un recours judiciaire « immédiat » intenté par le gouvernement du Québec est « la meilleure avenue » pour sauver le registre, sinon les données qu'il contient.

« Il est donc urgent pour le Québec d'entamer immédiatement des procédures judiciaires en ce sens », écrit Polysesouvient dans la lettre.

En entrevue mercredi, sa porte-parole, Heidi Rathjen, a dit estimer que seul le gouvernement du Québec avait les moyens de pousser la contestation plus loin et de le faire dès maintenant.

« Une action en justice est la seule avenue et, en ce moment, c'est le gouvernement du Québec qui est la seule entité qui est capable et qui a les ressources pour déposer une contestation basée sur la Charte ou une demande d'injonction », a-t-elle fait valoir.

Elle trace un parallèle avec un récent jugement de la Cour suprême du Canada qui a été obtenu pour empêcher la fermeture du site d'injection supervisée Insite, en Colombie-Britannique, après que l'argumentation des défenseurs eut justement été fondée sur le fait que ce site permettait de sauver des vies.

Le registre des armes à feu permet aussi de sauver des vies, argue Mme Rathjen, et le Québec est prêt à instaurer son propre registre s'il peut obtenir les données du registre fédéral émanant du Québec.

« Si le Québec fait un bon argumentaire et montre que le registre sauve des vies et qu'il y a matière à contester la décision du gouvernement fédéral, je crois que c'est très possible » d'obtenir gain de cause devant le tribunal, affirme la militante pour le contrôle des armes à feu.

Les pressions politiques de Québec sur Ottawa sont « excellentes » et utiles, mais insuffisantes, croit-elle. Il faut utiliser la carte juridique, et ce, dès maintenant, insiste-t-elle.

Mme Rathjen déplore le fait que le gouvernement fédéral de Stephen Harper agit par motivation idéologique et presse le pas, de son côté, pour empêcher un examen détaillé des répercussions de l'abolition du registre sur la sécurité du public québécois et canadien.

Polysesouvient souligne que le projet de loi fédéral vise non seulement l'abolition du registre central des armes d'épaule et des données qu'il contient, mais aussi l'élimination de l'obligation faite aux marchands d'armes de tenir un registre de leurs transactions. Or, cette obligation existait avant même la création du registre.

Le groupe rappelle que c'est justement le registre d'un marchand d'armes qui a permis aux policiers d'identifier le tueur de l'École polytechnique.